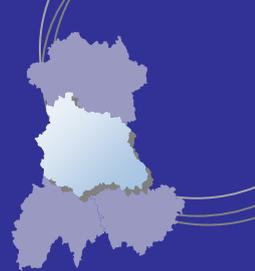


La  
réforme  
de

# L'INSPECTION DU TRAVAIL



## DOSSIER PUY-DE-DÔME



## La réforme: Pourquoi?

### De nouveaux enjeux

L'inspection du travail tient depuis plus d'un siècle en France un rôle majeur et indispensable de régulation sociale. Veillant à l'application des lois du travail, elle promeut le dialogue social et répond quotidiennement aux demandes des salariés et des entreprises. Aujourd'hui, de nouveaux enjeux apparaissent, dans un contexte de mutation accélérée des modes de production. L'inspection doit appréhender de nouvelles situations de travail, en raison d'une évolution des modes d'organisation, du développement de la précarité sous diverses formes, mais également d'une complexité grandissante des pratiques des entreprises. Les risques professionnels évoluent eux aussi, avec le maintien des risques traditionnels, et l'apparition de nouveaux risques parfois plus complexes car non visibles, et nécessitant des technicités particulières.

L'inspection du travail est aujourd'hui forte

d'agents professionnels et motivés, mais doit également agir face à ces enjeux nouveaux de façon plus collective et organisée.

### Vers une meilleure organisation et une mutualisation des forces

Notre système d'inspection du travail peut augmenter sa capacité à analyser les évolutions du monde du travail, à percevoir ses dérives, à apporter des réponses globalisées, et non plus seulement individuelles. Les problématiques telles que le risque amiante, les chutes de hauteur, ou encore les prestations de service internationales illicites doivent être appréhendées à tous les niveaux, et par une mutualisation des capacités d'actions. La politique du travail peut ainsi allier actions individuelles et collectives, sur le territoire et dans les entreprises, jusqu'au niveau national, voire européen.

DIRECCTE  
AUVERGNE

Cité administrative - 2 Rue Pélissier - Bât. P

CS 30158 - 63034 Clermont-Ferrand 04.73.43.14.14

www.auvergne.direccte.gouv.fr - mars 2015

Le projet de restructuration de l'Inspection du Travail a été présenté en septembre 2012 par Michel Sapin, alors ministre du Travail. En Auvergne, la réforme de l'inspection du travail est mise en œuvre par l'arrêté 2014/32 du 15 décembre 2014.

## La réforme: Comment?

### Une nouvelle organisation territoriale permettant une action plus collective

La nouvelle organisation de l'Inspection du Travail permet de renforcer l'approche collective de ses missions. Dans ce contexte, des **Unités de Contrôle** (UC) ont été créées, afin de favoriser un travail d'équipe, pilotées par un Responsable d'Unité de Contrôle (RUC). Chaque Unité de Contrôle peut regrouper 6 à 12 agents de contrôle. Chacun a la responsabilité d'un territoire cohérent nommé « Section », à caractère généraliste ou « à dominante » (dédié à l'agriculture, au transport ou à des branches industrielles spécifiques). En Auvergne, 6 Unités de Contrôle ont vu le jour.

L'Inspection du Travail en Auvergne c'est aujourd'hui:

**3 UC dans le Puy-de-Dôme**  
*7 à 8 sections par UC*

**1 UC dans l'Allier**  
*11 sections*

**1 UC dans le Cantal**  
*6 sections*

**1 UC dans la Haute-Loire**  
*8 sections*

*1 section = 1 agent de contrôle*

### Une optimisation des compétences

Par le passé, l'Inspection du Travail était composée d'un tiers d'inspecteurs du travail (agents de Catégorie A, disposant de pouvoirs étendus), et de deux tiers de contrôleurs du travail (Agents de Catégorie B, intervenant principalement dans les entreprises de moins de 50 salariés). La réforme prévoit qu'elle sera constituée à terme en totalité d'inspecteurs du travail. Un plan de transformation des emplois de contrôleurs en inspecteurs est prévu sur une dizaine d'années, offrant la possibilité aux contrôleurs qui le souhaitent de passer un concours professionnel leur permettant d'évoluer vers le statut d'inspecteur.

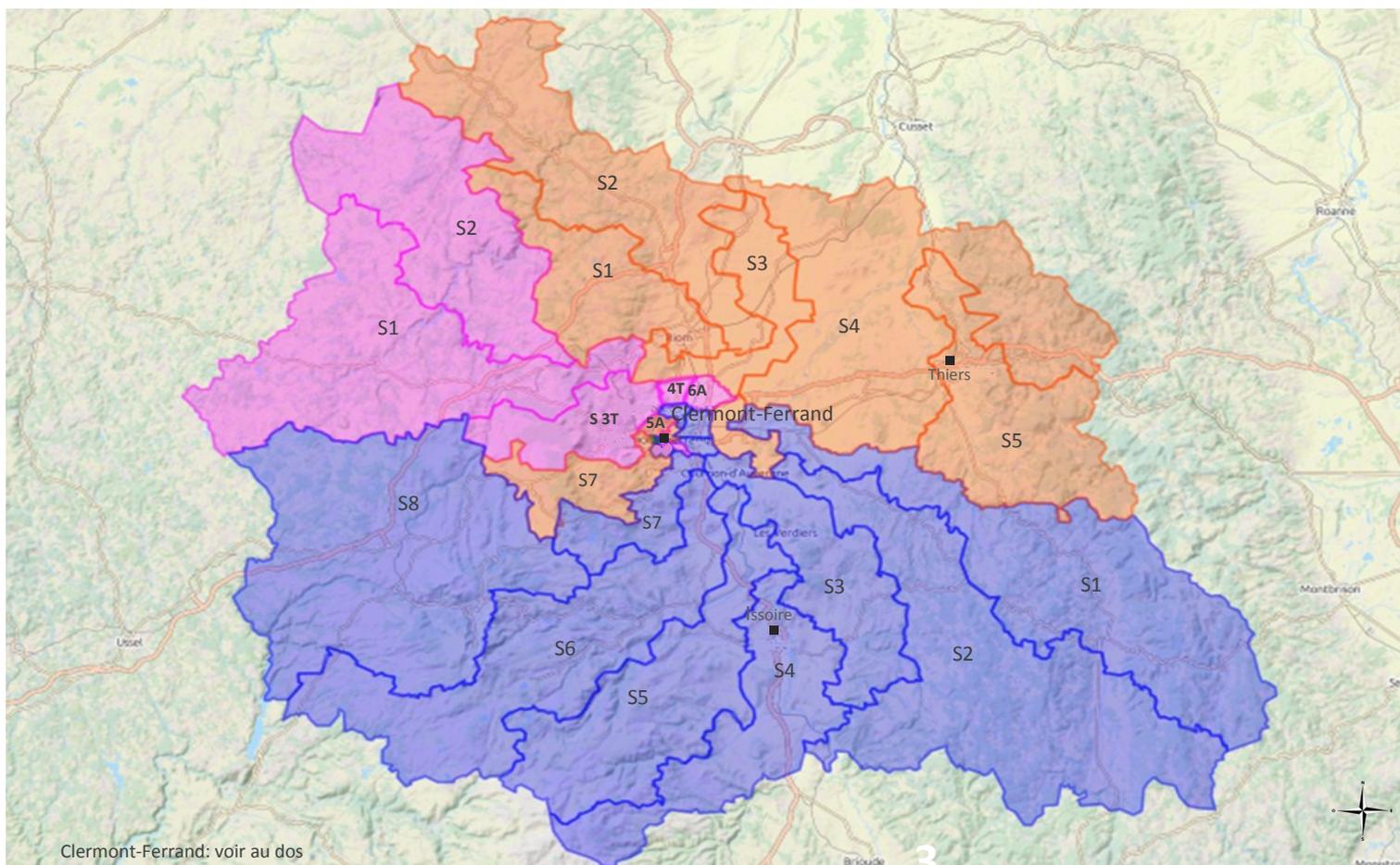
### Des risques ciblés

**Au niveau régional**, dans l'optique de répondre à des problématiques spécifiques, une Unité Régionale d'Appui et de Contrôle contre le Travail Illégal a été créée (URACTI). Trois agents sont affectés dans cette Unité en Auvergne. Leur rôle sera d'apporter un appui sur cette thématique, mais également d'effectuer des contrôles.

Un réseau de risques particuliers est également mis en place. En effet, certains secteurs, comme le secteur bois ou le secteur médico-social, nécessitent des interventions particulières. Ainsi, ce réseau est en cours de constitution sur ces deux thèmes. Par ailleurs, un thème est imposé au niveau national, celui de l'amiante, qui n'est pas inconnu des services d'inspection de la région qui sont collectivement organisés autour de cette problématique depuis plusieurs années.

**Au niveau national**, une UNAC (Unité Nationale d'Appui et de Contrôle) a été constituée. Cinq agents ont, dans un premier temps, sous la responsabilité d'un directeur de la Direction Générale du Travail, la mission d'apporter leur expertise sur des affaires complexes, inter-régionales voire nationales, se rapportant au travail illégal et aux fraudes aux prestations de service internationales. Cette unité est également dotée de pouvoirs de contrôle, et voit son champ d'actions élargi.

### 3 Unités de Contrôle



**Responsable d'Unité de Contrôle 1 :**  
**Emmanuelle SEGUIN**

- Section 1: Antoine BREBION
- Section 2: Pierre-Yves LAGARD
- Section **3T**: Véronique CEYSSAT
- Section **4T**: Catherine RAVEL
- Section **5A**: Béatrice COUHERT-BRIHAT
- Section **6A**: Maxime MONIER
- Section **7A**: Anne MADELAINE

**Responsable d'Unité de Contrôle 2 :**  
**Nizar SAMLAL (par intérim)**

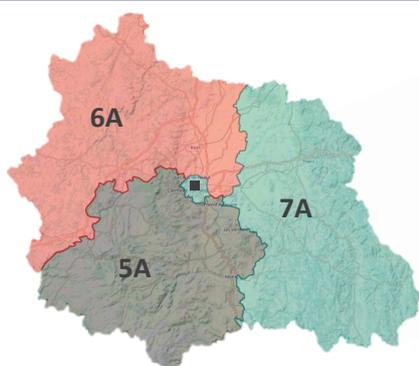
- Section 1: Brigitte SIMON
- Section 2: Dominique VELILLA
- Section 3: Sylvie CHASSAING
- Section 4: Michel AIGUEBONNE
- Section 5: Natacha LYDIE
- Section 6: Nathalie CHOMEL
- Section 7 : Karine ROUX

**Responsable d'Unité de Contrôle 3 :**  
**Nizar SAMLAL**

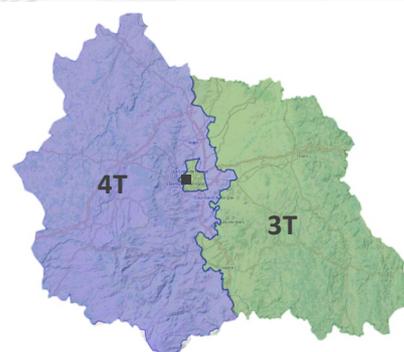
- Section 1: Bruno MAZAL
- Section 2: Thierry VARIN
- Section 3: Vanessa DONNEAUD
- Section 4: Jocelyne PIBOULE
- Section 5: Marie-Cécile FRANCLILLON
- Section 6: Christine RAYNAUD
- Section 7 : Karine RAYNAL
- Section 8 : Jean-Claude BALDO

Les agents référencés par une lettre et un chiffre sont à la fois affectés dans une section généraliste et dans une section « à dominante » agriculture (A) ou transport (T).

**3 Sections à dominante agriculture**

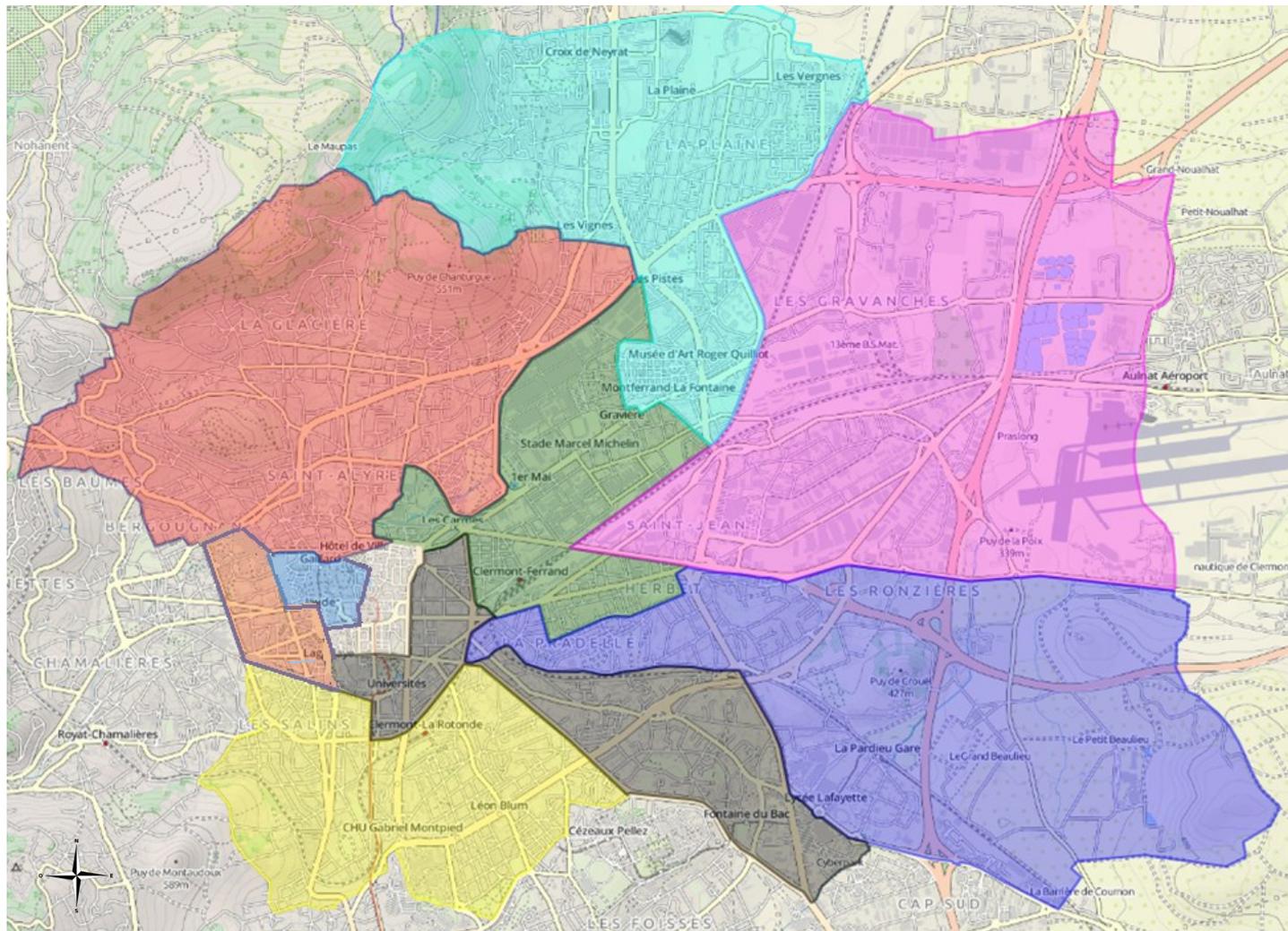


**2 Sections à dominante transport**





## Clermont-Ferrand



*Pour plus de précisions sur les délimitations des sections d'inspection, les cartes sont disponibles en ligne, en entrant les liens suivants:*  
*Découpage en UC et sections: <http://u.osmfr.org/m/26045/>*  
*Découpage agriculture: <http://u.osmfr.org/m/30318/>*  
*Découpage transport: <http://u.osmfr.org/m/30248/>*

### CONTACTS

**Unité Territoriale du Puy-de-Dôme:**  
64, avenue de l'Union Soviétique  
CS 80428 63012 Clermont-Ferrand Cedex1

**A compter de juin 2015:**

2 Rue Péliissier - Bâtiment P - CS 30158 63 034 Clermont-Ferrand Cedex 1

**Unité de Contrôle 1: 04.73.41.01.01** - auver-ut63.uc1@direccte.gouv.fr

**Unité de Contrôle 2: 04.73.41.01.02** - auver-ut63.uc2@direccte.gouv.fr

**Unité de Contrôle 3: 04.73.41.01.03** - auver-ut63.uc3@direccte.gouv.fr

	Anne MADELAINE (UC 1)
	Marie-Cécile FRANCILLON (UC3)
	Sylvie CHASSAING (UC2)
	Véronique CEYSSAT (UC1)
	Thierry VARIN (UC3)
	Jean-Claude BALDO (UC3)
	Christine RAYNAUD (UC3)
	Béatrice COUHERT-BRIHAT (UC1)
	Nathalie CHOMEL (UC2)
	Dominique VELILLA (UC2)